

> SANS PAPIERS NI FRONTIÈRES

Sécurité business

Face au drame qui se joue aux portes de l'Europe, les gouvernements répondent en promettant de durcir le contrôle aux frontières. Et l'Europe développe encore son arsenal avec un nouveau système de surveillance des frontières «Eurosur». Mis en place pour décembre il sera supervisé par la police européenne «Frontex» dédiée à cette sordide chasse aux migrants.

Bien sûr, cette course au sécuritaire est synonyme de gros profits pour l'industrie de l'armement. Milipol, le salon mondial de la sécurité intérieure des États, organisé en novembre dernier à Paris en est l'incarnation. L'occasion de présenter les futures armes de cette guerre aux harragas, comme ces drones traqueurs, radars mobiles, caméras thermiques, sondes mesurant le taux de gaz carbonique émis, détecteurs de battements de cœur...

Alors dans cette logique sécuritaire il faut bien développer une idéologie qui présente l'immigré comme une menace. Bien sûr cette construction de l'ennemi a d'autres rôles, provoquer la peur de l'autre, atomiser, diviser, précariser, créer une main-d'œuvre bon marché... mais c'est aussi le ressort d'un business bien juteux.

«Feu aux centres de rétention!»

Le 11 Novembre, au centre de rétention de Békéscsaba (Hongrie) des demandeurs d'asile protestent, deux chambres du centre sont incendiées, 16 retenus seront arrêtés et accusés de l'incendie. Le 5 décembre, des retenus du centre de Bari Palese (Italie) mettent le feu pour protester contre la non-libération d'un retenu qui s'était lourdement tailladé la veille: un homme aurait été arrêté et un pavillon entier mis hors d'usage.

Mardi 26 novembre, se tenait le procès des deux sans papiers tunisiens, inculpés de l'incendie du centre de rétention du Canet (Marseille) survenu en mars 2011. Au moment du procès, une centaine de personnes étaient venues en soutien. Le réquisitoire du procureur surprend

tous les présents, il sonne à certains moments comme un plaidoyer contre les conditions dans les centres de rétention (citant des rapports officiels qui épinglent notamment le centre de Marseille) et un discours légitimant les révoltes de retenus (rappel du contexte de politique migratoire répressive de L'Europe forteresse, évocation de l'injustice de la répression visant les sans-papiers, éloge du travail des associations qui veillent à ce que leurs droits soient respectés...). Pourtant, le verdict final: chacun a pris un an ferme.



Guide à l'usage des proches de personnes incarcérées

«Réalisé par des proches de détenus, ce guide donne des pistes concrètes pour répondre aux problèmes juridiques, sociaux et pratiques posés par l'incarcération d'une personne proche.» Extrait de la présentation du guide à lire sur <http://permisdevisite.noblogs.org/>

<http://paris-luttes.info/>

Un nouveau site Internet coopératif, «relais, caisse de résonance des luttes, résistances et conflictualités en cours, dans Paris et ses banlieues...»

CADECOL Caisse d'auto-défense collective

Paris/Banlieue. Face à la répression cherchant à isoler et à diviser, la défense collective s'organise. Lire une présentation du collectif sur <http://paris-luttes.info/cadecol-caisse-d-auto-defense>. Réunion du collectif tous les 3ème mercredi du mois à 19h30 au local *le Rémouleur*, 106 rue Victor Hugo 93170 Bagnolet. Contact cadecol@riseup.net

Et puis à lire le **guide juridique** très complet en cas de répression, bientôt mis à jour: http://infokiosques.net/IMG/pdf/facepolicejustice-L_Altiplano.pdf et le **guide juridique abrégé pour manif/action**: <https://we.riseup.net/assets/122287/cadecol.pdf>

Témoins - Caisse de solidarité

sur Lyon et ses alentours. «Un outil collectif pour faire face ensemble à la répression des luttes sociales et aux violences policières quotidiennes». Ça se passe les 1^{er} et 3^e jeudi de chaque mois à 19h à *La Luttine*, 91 Rue Montesquieu Contact 06.43.08.50.32 caissedesolidarite@riseup.net

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°125 • décembre 2013

Recevoir ce bulletin par Internet: contact@resistons.lautre.net. Site internet: <http://resistons.lautre.net/>
Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

« Crimes policiers, crimes racistes, 30 ans après rien n'a changé »

Le 3 décembre 1983 une manifestation de 100000 personnes arrivait à Paris sous la bannière de la « Marche pour l'égalité et contre le racisme ». Au départ de Lyon, ils n'étaient que quelques dizaines. Il a y 30 ans, le pouvoir, les médias ont débaptisé la marche en « marche des beurs », Mitterrand a reçu les marcheurs, puis, entre magouilles, compromissions, découragement, le premier objectif de la marche, à savoir lutter contre les crimes racistes notamment policiers, a été enterré.

Le samedi 30 novembre dernier, ils étaient quelques milliers entre République et Bastille. Appelés par la gôche et ses alliés pour dénoncer l'extrême droite, les attaques odieuses contre la ministre Taubira. Les petites mains jaunes de SOS/PS s'agitaient de nouveau... ils visaient à enterrer une deuxième fois la Marche.

Sauf que de vrais héritiers de la marche ont gâché la fête en apparaissant derrière la bannière « Crimes policiers = crimes racistes, urgence, la police assassine », regroupés autour des quelques familles dont les membres sont

morts entre les mains de la police. Ils ont pris la tête de la manifestation. Le service d'ordre hystérique n'a pas réussi à les déloger. Leur mot d'ordre: « Crimes policiers, crimes racistes, 30 ans après rien n'a changé ! » a trouvé un soutien grandissant parmi les manifestants. Partis à peine plus d'une dizaine, leur cortège a, peu à peu, pris de l'ampleur. La presse à l'ordre écrivait offusquée: « L'arrivée de la manifestation à Bastille a été perturbée par une poignée de militants antipolice, qui ont pris place sur l'estrade réservée aux organisateurs. »

Que le bras répressif du pouvoir soit dirigé par un Valls qui peut se lancer en toute impunité dans des discours racistes, notamment contre les Roms, et que police et justice agissent de concert contre tout ce qui n'est pas blanc et/ou pauvre, habitant des quartiers populaires, que l'islamophobie policière et judiciaire officielle gagne du terrain... tout ça n'est pas un problème pour ces gens-là. On ne va pas cracher dans sa propre soupe, n'est-ce pas ?

suite en page 2 >

Tout ça serait simplement dégoûtant, anecdotique si ce gouvernement raciste, et ceux qui sont solidaires avec lui, n'ouvraient pas un boulevard à l'extrême droite, y compris à ses éléments ouvertement néo-nazis. Ces derniers gardent en tête la phrase de Le Pen, le père : « *les Français préfèrent l'original à la photocopie* ». Ils disent aux gens, « *voyez qu'on a raison, même la gôche désigne le même ennemi que nous: le Rrom, le basané, l'étranger, le squatter, le SDF, le sans-papier... sauf qu'eux ils bavardent, nous on va agir, on va finir le boulot* ». Les élections qui approchent risquent de les renforcer conséquemment. N'oublions pas qu'Hitler a accédé au pouvoir par les élections. C'était en 1933, il y a 80 ans.

RIPOSTE dans les quartiers populaires

Dans la nuit du 14 novembre, le préfet de Haute Savoie qui accompagne deux flics de la BAC de nuit dans le quartier de Collonges à Thonon est aspergé de lacrymo. Quand la patrouille de luxe a voulu embarquer un jeune de 19 ans, celui-ci s'est mis à crier et a alerté une trentaine de ses amis qui s'en sont pris aux flics en les malmenant et les gazant. Deux personnes ont été interpellées pour outrage, provocation à la rébellion et rébellion en réunion. De nombreux renforts de CRS et de gendarmes ont quadrillé le quartier plusieurs soirs de suite.

Soirée du mercredi 27 novembre, quartier Viard à Sainte Rose en Guadeloupe, une patrouille de flics intervient par deux fois suite à un appel signalant des coups de feu : la première fois, elle est caillassée dès son arrivée, la seconde, les gendarmes sont la cible d'« *au moins un coup de feu* » tiré par une arme de chasse. Bilan : deux gendarmes sont atteints aux jambes, un autre au bas du dos, le quartier est investi par 60 flics et survolé par un hélico.

CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

«La répression est l'unique langue pénitentiaire»

Le 26 octobre, trois personnes se rendent à la prison de Lyon-Corbas pour visiter un ami. Par solidarité, elles portent des t-shirts sur lesquels un texte est inscrit : « *Lyon Corbas : pas d'activités, [...] pas de conversation avec les responsables, la répression est l'unique langue pénitentiaire. [...] 28 morts à Lyon Corbas!!! Chacun sa responsabilité [...] Alain Pompigne tortionnaire* ». Les trois visiteurs ont été jugés pour outrage à personne dépositaire de l'autorité publique (Pompigne étant le directeur de la prison) le lundi 25 novembre et relaxés le lendemain.

Répression des lycéens en lutte pour la régularisation des sans-papiers

Vendredi 15 novembre des lycéens de Monges et de Michelet (périphérie de Nantes) bloquent et défilent. Des flics anti-émeutes arrêtent immédiatement plusieurs d'entre eux. Au lycée Livet, le portail est verrouillé et encadré par des flics. Même scénario partout ailleurs. Retour vers l'hypercentre non sans avoir mis des barrières de chantier sur la ligne de tram, approuvés bruyamment par certains habitants. C'est le début d'une chasse à l'homme : au moins 12 personnes interpellées, un lycéen et un étudiant poursuivis en justice.

En région parisienne, même férocité dans la répression : un lycéen de Colbert (Paris 10ème), un autre de Blanqui (Saint-Ouen 93) ont été tabassés et le premier a été mis en GAV. À Colombes, en seulement deux jours douze lycéens du lycée Maupassant ont été arrêtés. Trois au moins avec mise en examen. Beaucoup ont été insultés (« *bâtards de cité* », « *petite merde* », « *salope* », « *tu termineras clochard comme tous les arabes de France* »...), brutalisés (clés de jambe, menottage à terre, coups de pieds, de tête, de poing). Chez deux d'entre eux qui habitent quartier des Quatre Chemins, la porte du domicile a été défoncée par des policiers cagoulés et munis de boucliers. La mère du premier a été collée contre le mur avec une clé de bras l'ensemble de

l'appartement a été perquisitionné et complètement retourné. Chez le deuxième, les flics ont également menotté et frappé ses frères .

À Trappes «tous les hommes sont égaux...

... *mais il y en a qui sont plus égaux que d'autres* ». Vous vous souvenez du contrôle violent d'une femme en niqab en juillet. Son mari qui a osé repousser un policier parce qu'il « *a saisi [sa] femme par le voile* » a été condamné le 8 novembre à 3 mois de prison avec sursis. Un jeune homme accusé d'avoir participé aux trois jours de révolte qui ont suivi a eu droit, lui, à 8 mois de ferme. Surprise (?), un des policiers à l'origine du contrôle et accusateur a publié sur sa page facebook des propos et images racistes et islamophobes. Le procureur a été quand même obligé de le mettre en cause pour « *incitation à la haine et à la discrimination raciale* ». La moindre de chose serait alors d'annuler les condamnations dont l'origine est un flic raciste.

A Marseille la police reste toujours intouchable ?

C'était l'année dernière. La BAC des quartiers nord avait été dissoute, on nous promet que les baqueux ripoux vont trinquer. Tu parles. Au mépris des preuves accablantes tous ont été réintégrés, aucune sanction à ce jour. Et cette pauvre policière de la BAC. On a tous pleuré, une pauvre femme, tabassée dans le quartier de La Visite en 8 novembre. Mais manque de pot, plusieurs témoins affirment qu'elle s'est fait mal toute seule en faisant du rodéo avec une moto qu'elle était chargée de garder. La « *victime* » nie, bien sûr. Là, le parquet était obligé, quand même, de déclencher une enquête, mais comme le dit un jeune du quartier : « *Entre un policier assermenté et un jeune basané, on va croire qui à votre avis ?* »

Les Rroms ripostent

Lyon, à l'image du reste de la France. Valls y affiche la couleur, « *les Rroms ont vocation à retourner en Roumanie ou en Bulgarie* ». Face à cette logique raciste, 90 Rroms avec le soutien du MRAP ont décidé de confronter le gouvernement à son hypocrisie et

d'assigner le préfet au tribunal administratif réclamant l'application de la circulaire du 26 août 2012. Diagnostic personnalisé, scolarisation, solution de logement... Souvenez-vous c'est cette circulaire qui était censée différencier la politique de Valls de celle de Sarkozy, l'alibi humaniste à cette persécution. Pétition en ligne pour exiger leur relogement : https://secure.avaaz.org/fr/petition/Prefet_du_Rhone_et_Maire_de_Lyon_Relogement_des_enfants_et_familles_Rom_expulsees/?launch À Lille, situation similaire, les Rroms multi-expulsés, réfugiés à la Bourse du travail, sont descendus dans la rue début novembre au côté des salariés de la Redoute, créant le lien entre ces situations de précarité. Un exemple de convergence à multiplier. Infos <http://solidariteromsfives.wordpress.com/>

Sonja Suder est libre !

Plus de 35 ans après les faits qui lui étaient reprochés, Sonja, qui a toujours gardé le silence, était poursuivie sur la base d'un témoignage arraché sous la torture et de déclarations marchandées d'un repent. Durant ces 26 mois d'emprisonnement, de nombreuses initiatives en solidarité ont eu lieu un peu partout en Europe. Le 12 novembre Sonja est sortie libre du tribunal de Francfort. Plus d'infos sur <https://solizorn.wordpress.com> - <http://linter.over-blog.com> - <http://stopextraditions.blogspot.fr>

Marche pour l'égalité et contre le racisme

Le samedi 7 décembre, plusieurs milliers de personnes ont manifesté sur Paris, au départ de l'église St Bernard déambulant dans les quartiers populaires du nord parisien. En reprenant les mots d'ordre de la marche partie de la banlieue lyonnaise 30 ans en arrière les manifestants ont dénoncé le racisme, les crimes policiers (avec des familles de victimes de crimes policiers), réclamant la régularisation de tous les sans-papiers ou encore le droit de vote des étrangers. Le cortège a ensuite rejoint la manifestation contre le chômage et la précarité à Barbès.

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...